

MASSES

MENSUEL N° 14 — Prix : 1 Franc — MARS 1934

Pour l'unité d'action
Du Radicalisme à
l'Union Nationale
Les journées de février
**Psychologie
du Fascisme**
Ouvriers voilà ce
qu'est le Fascisme
**Le Fascisme
vaincra-t-il France ?**



Ferons-nous comme en Allemagne...



Enterrement à Berlin (Février 1933) de Socialistes et de Communistes tombés dans une lutte commune

...l'Unité dans les Cimetières ?

Ho P 8858

ADMINISTRATION:
23, rue Mouffetard - PARIS V^e

Directeur : René LEFEUVRE

Abonnements	France	Etranger
10 numéros	9 »	13 »
20 numéros	18 »	26 »

PROFITEZ DE NOS PRIMES

(1) L'abonnement à 20 N^{os} permet de choisir un des livres suivants :

LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov ;

LUDWIG FUERBACH, Engels ;

LES HOMMES DU 1905 RUSSE, Matveev ;

LA RUELLLE DE MOSCOU, Ilya Ehrenbourg ;

LENINE A PARIS, Aline ;

COPAINS, Chpilewski ;

PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch ;

LE ROSIER, Hermynia zur Mulhen ;

UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo.

LA NUIT, Marcel Martinet.

LES CHRONIQUES D'ERMONVILLE, Gustave Dupin.

ÉTUDES SOCIALES

Tous les mercredis, à 20 h. 30 :
**DEMOCRATIE, FASCISME
SOCIALISME**

Sur la demande des élèves, le cours de sociologie a été modifié. La lutte contre le fascisme est la préoccupation dominante de l'heure. Il est indispensable d'en comprendre la nature et les buts si l'on veut le combattre efficacement et le vaincre. C'est dans ce sens que nous orientons nos efforts. Nous espérons que nos camarades participeront nombreux au travail de clarification que nous entreprenons.

1° Les libertés démocratiques, leur origine et leur signification dans les luttes ouvrières.

2° Comment le jeu des libertés démocratiques est faussé par l'emprise du capitalisme sur la vie et les institutions publiques.

3° Le programme anti-fasciste de transition :

- a) Revendications économiques ;
- b) Revendications politiques ;
- c) Plan d'action.

4° Nature du fascisme, rôle des classes moyennes et des classes dirigeantes dans son aboutissement.



Scène d' « OMBRES BLANCHES »
que nous avons projeté à notre 2^e soirée

ABONNEZ-VOUS

Abonnements pour 10 N ^{os}	France	9 fr.
»	Etranger	13 fr.
» 20 N ^{os} (1)	France	18 fr.
»	Etranger	26 fr.
Abonnement de soutien		50 fr.

Adresser correspondance et mandats à
J. Lefeuve, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).
Ou utilisez notre compte de chèques
postaux : Paris 824-24, Thomas Jean,
23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

(En nous envoyant l'abonnement, n'oubliez pas de nous indiquer la date de départ.)

CINÉ-MASSES



organise le SAMEDI 10 MARS 1934, à 20 h. 45
SALLE ADYAR, 4, Square Rapp
Métros : Alma-Marceau et Ecole Militaire

4^e SOIRÉE CINÉMATOGRAPHIQUE BIG-HOUSE SCARFACE

de PAUL FEJOS

avec PAUL MUNI

ENTRÉES :
5, 6 et 7 francs

En raison de l'importance du programme,
la séance commencera 20 h. 45 précises

POUR L'UNITÉ D'ACTION

La réaction vient d'essayer sa force ; elle a révélé son organisation de guerre civile appuyée sur une décomposition avancée de l'armée et de la police.

Elle peut déjà revendiquer une victoire : la formation d'un gouvernement d'union nationale.

La bourgeoisie acculée à la crise n'a plus qu'une issue pour maintenir sa domination, le fascisme.

De plus en plus, elle se dirigera vers la suppression des réformes qu'elle avait pu se laisser arracher aux heures de prospérité.

Le maintien et l'élargissement des réformes et libertés acquises sont liés à la défense de l'avenir de la classe ouvrière et ne peuvent plus se faire que par l'offensive de tous ses partis unis loyalement dans l'action.

Le fascisme en France n'a pas encore une base sociale solide. Ses éléments habituels, les couches moyennes et paysannes sont encore imprégnées des idéaux démocratiques.

Seule une offensive résolue des partis de la classe ouvrière peut mobiliser pour la défense des libertés ces masses hésitantes, faire échec au fascisme et préparer la révolution sociale.

L'heure n'est plus aux querelles ni aux manœuvres ; perpétuer la division de la classe ouvrière est un crime.

L'unité d'action de la classe ouvrière s'impose, de la base au sommet, du plan local au plan national.

Criminels, ceux qui s'y opposeraient.

Vive la commune de Vienne

L'avant-garde ouvrière de Vienne et de Linz a combattu héroïquement pour le maintien des libertés, pour le droit à la vie de la classe ouvrière. Femmes et hommes, redressant le drapeau de Lénine, de Karl et de Rosa, sont tombés pour l'honneur du socialisme. Leur sacrifice ne sera pas vain. Le prolétariat mondial puisera dans leur héroïsme un courage nouveau pour les combats futurs. Il analysera les raisons qui ont conduit à la défaite et en dégagera la tactique qui le mènera à la victoire. Il y verra qu'une politique de renoncement qui n'a pas pour base la confiance dans la classe ouvrière et dans la solidarité du prolétariat international ne peut mener au socialisme. Il s'inclinera devant les chefs sociaux-démocrates qui surent payer de leur sang leurs erreurs. La classe ouvrière comprendra que si elle n'impose pas sa lutte, c'est la bourgeoisie qui prendra l'offensive.

Lettre de Vienne

L'action des ouvriers, et d'ailleurs pas de la grande masse, mais d'une minorité résolue, n'avait pas d'organisation centrale ; elle était spontanée, sans direction. La grande masse ne prit pas parti et resta spectateur passif. Mais la mino-

rité combattante elle-même n'avait pas de direction centrale, et ce qui était décisif : pas d'expérience ; elle se borna à la défensive. Ainsi dans les habitations communes connues et à la périphérie de la ville.

Les prolétaires défendirent leur bien avec un courage héroïque. L'avant-garde se sacrifiait et est allée au gibet. Exceptionnellement, les prolétaires de Kapfenberg et de Linz ont pris l'offensive. Le centre de la ville de Vienne fut abandonné au pouvoir d'Etat. La nuit décisive du 12 au 13 février, durant laquelle Vienne, de par la grève des électriciens, fut plongée dans les ténèbres, resta inutilisée. Plus encore. A Simmering, au pied du Laaserberg, près des baraques de Simmering, 1.400 hommes s'étaient rassemblés ; à midi déjà les membres du Schutzbund avaient occupé la gare d'Espang. Le soir arriva ; au lieu du commandeur arrêté, venait un délégué du Schutzbund de Simmering, et leur demanda de cesser la lutte ! Les ouvriers jetèrent avec colère dans les fossés des rues des centaines de fusils et d'autres armes. C'était le 12 février. Au matin du 13, 80 hommes qui s'étaient réarmés avec les armes jetées, se rassemblèrent à nouveau. C'est là qu'apparut toute la naïveté des ouvriers sans chefs. Les signaux et les fils télégraphiques de la gare d'Espang ne furent pas

touchés. Des Heimwehren qui stationnaient près de là ne furent pas malmenés. On ne peut mobiliser les ouvriers pour venir en aide à une habitation ouvrière voisine attaquée par les Heimwehren. Un groupe de partisans sans direction, résistant à des attaques venant tantôt d'ici, tantôt de là, sans discipline et sans perspective politique !

Dans le 10^e arrondissement (Favorite), une maison commune se défend ; mais les rues sont peuplées d'ouvriers qui vont se promener, comme si c'était un dimanche de printemps. La police n'a besoin que de maintenir des postes de sentinelles, et dans les deux rues principales, il y a des patrouilles et quelques ouvriers réactionnaires en habits déchirés !

Maintenant, au matin du 14 février, les canons tonnent et prennent sous leur feu les derniers retranchements des ouvriers. Plusieurs maisons communes se sont rendues hier déjà parce que le secours attendu ne venait pas. Parfois, comme à Ottakring, elles luttent jusqu'au dernier occupant. Et en même temps, des dizaines de milliers de chômeurs vont se faire pointer à la Thaliastrasse, et comme il n'y a pas de pointage aujourd'hui, ils ont le temps et discutent tranquillement les événements.

Voilà la caractéristique de ce jour : les combattants sont complètement isolés, sans information, et la grande masse regarde passivement. Les hommes du Schutzbund des baraques de Simmering croient que les insurgés, dans les arrondissements 16, 18, 21 sont victorieux, parce que les grandes maisons communes ne sont pas encore prises par le gouvernement et résistent encore par les armes. Le fait qu'une maison commune à Favoriten résiste encore, est traduit par les ouvriers : nous avons encore le 10^e arrondissement. A notre objection que la maison commune et l'arrondissement ne sont pas la même chose, et qu'on ne peut s'y fier, ils nous répondent : « Tant qu'on tire, rien n'est perdu. »

La naïveté politique et militaire est encore dépassée par la croyance inébranlable au miracle qui doit se produire. Il manque aux combattants une organisation révolutionnaire et une direction. Cela est aussi applicable aux communistes. De hauts fonctionnaires du parti communiste étaient présents quand le commandant du Schutzbund à Simmering renvoya chez eux 1.400 hommes. Ils ne firent rien contre ! Le matin du 13, ces fonctionnaires du P. C. venaient reconnaître le terrain. Ils ne prirent pas les armes à la main et n'essayèrent pas de donner un sens et un but aux ouvriers armés qu'ils connaissaient et sur qui ils pouvaient exercer leur influence personnelle ; ils laissèrent les ouvriers combattants privés de leur direction « révolutionnaire ».

Et maintenant le bourreau s'est mis à l'œuvre ; les cours martiales sont au travail. Mais les ouvriers continuent à combattre. Ils ont sauvé l'honneur du socialisme ; ils ne capitulent pas. Mais leur héroïsme ne sert de rien, faute d'une direction révolutionnaire et à cause de leur inexpérience et de leur naïveté.

Ils répètent les fautes des paysans allemands dans la grande guerre des paysans. Par petits groupes, ils défendent jusqu'à la mort leur foyer, et ils laissent au pouvoir d'Etat la possibilité de les battre par ses forces centralisées...

14 février 1934.

L'explosion du 6 février a surpris par sa violence sans précédent et sa soudaineté jusqu'à ceux qui jetaient l'alarme sur la montée des forces réactionnaires et fascistes en France. La magnifique manifestation prolétarienne du 12 février a non moins étonné, par sa puissance et sa cohésion, ceux qui désespéraient de voir jamais les forces ouvrières s'unifier pour la défense de leur vie et de leur liberté. En une semaine, la situation politique, les rapports de classes se sont bouleversés plus qu'en des années de lutte « pacifique » et parlementaire. La bourgeoisie, avec ses bandes armées, a elle-même fait craquer le mince vernis de sa propre légalité, montrant son visage de hyène furieuse aux ouvriers les moins conscients, les plus indifférents à la politique, les plus soumis à leurs exploiters séculaires.

LA FIN DU RADICALISME

Les élections de 1932 avaient donné une grande majorité aux partis démocratiques, radicaux et socialistes. La détresse économique, la baisse des salaires, la mévente des produits agricoles, le déficit budgétaire, avaient jeté bas les partis de droite et du centre les plus inféodés à la grande industrie comme aux banques de crédit. Ouvriers, paysans, petits commerçants réclamèrent en 1932 le maintien des salaires, la défense des prix, le relèvement économique, la paix au dehors avec le désarmement. Le parti radical en majorité recueillit la succession des requins Tardieu et Laval. Dans quelles conditions s'empara-t-il du pouvoir ? Pour répondre à cette question, il suffit de se souvenir de la déclaration de M. Herriot, le rescapé de 1926, le triste médocastre de « la mère malade » ; il fallait, a-t-il dit, « respecter le mur d'argent ». Mais on ne peut à la fois respecter la propriété bourgeoise et donner du pain aux chômeurs ; on ne peut remplir les caisses de l'Etat qu'avec les salaires des travailleurs si on se refuse à toucher aux profits du capital. Tel est le fossé où trébuchent toujours les politiciens de la classe moyenne, ces hommes « de gauche » qui, dépouillant leur vêtement démagogique, s'en vont en chemise recevoir les coups de fouet de la bourgeoisie. Nous ne reterons pas ici l'histoire de ces dix-huit mois de pouillerie démocratique, de pirouettes et de reniements où les partis de gauche rivalisèrent d'ingéniosité hypocrite pour arracher, au nom de la République, les pauvres sous des ouvriers et des fonctionnaires qui les avaient élus. Contre la crise, le seul acte de ces prétendus défenseurs du peuple fut la loi sur les blés, formidable duperie qui livra les paysans au trust de la minoterie et maintint la vie chère dans les villes.

Mais une politique alternée d'avance et de recul, de bravades et de concessions, si elle reflète assez bien la situation sans issue de la petite bourgeoisie dans le monde actuel, ne peut en définitive trouver d'appui, ni dans le prolétariat, ni dans la grande bourgeoisie. Aux yeux de celle-ci, les partis de gauche sont trop compromis vis-à-vis des masses populaires pour mener une vigoureuse politique de déflation destinée à maintenir envers et contre tout le taux de profit et la capacité de concurrence de l'industrie française ; les « hésitations » du parti radical, ses petites hypocrisies sont mises au compte du parlementarisme dont il est le principal bénéficiaire et dont il forme l'armature dans le pays... Mais ici, une parenthèse est nécessaire. Il est rare que les représentants directs du capitalisme dirigent eux-mêmes les affaires de l'Etat. Ils laissent ce soin aux classes moyennes, aux intellectuels, aux avocats, aux médecins, à qui la politique offre un débouché rémunérateur et pour lesquels la servilité vis-à-vis du capitalisme constitue le meilleur talisman du succès. Ce fait est plus typique en France que partout ailleurs. Au temps de la République de Weimar, les classes dirigeantes d'Allemagne s'appuyaient sur de grands partis aux organismes formidables à la discipline sévère. Dans la République française, avec son scrutin uninominal, le capitalisme se contente d'acheter des individus qui lui servent de démarcheurs politiques et d'hommes de paille facilement remplaçables. Tout le monde sait que les hommes de droite, les Louis Marin, les Désiré Ferry, sont les représentants du Comité des Forges au Parlement ; néanmoins, celui-ci utilise pour ses projets le député radical André Hesse, récemment compromis dans l'affaire Stavisky. En politique comme en finances le proverbe du bourgeois français est qu'« on ne doit jamais mettre tous ses œufs dans le même panier ».

Il faut se garder de voir systématiquement dans des différences de partis des frontières de classe, mais ceci dit, il n'en reste pas moins que le parti radical, par ses traditions, son langage, sa politique et son absence d'idées, représente assez bien les intérêts matériels et moraux de la petite bourgeoisie provinciale, son incrovable ignorance et son incurable prétention. C'est à ces politiciens qu'était échue la tâche de piloter

Du Radicalisme à LES JOURNÉES

le vaisseau capitaliste entre les courants furieux de la crise mondiale. Que de pareilles gens aient échoué, on le comprend sans peine ; mais avec leur échec, c'est la vieille constitution parlementaire et conservatrice de 1875 qui tombe en poussière, emportant dans sa ruine celle du libéralisme politique et économique.

BLOC DES GAUCHES ET UNION NATIONALE

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'une politique radicale, c'est-à-dire une politique défendant systématiquement les intérêts de la petite bourgeoisie contre l'extension du capitalisme, est devenue impossible. Mais jusqu'ici, la faillite de toute politique radicale ne signifiait pas la faillite du parti radical, ni d'une politique des gauches opposée à celle des droites. Malgré l'anarchie du parlementarisme français avec sa poussière de groupes sans bases sociales nettes, la politique bourgeoise s'est cependant manifestée depuis la guerre par le grand jeu de bascule entre l'Union nationale et le Bloc des gauches. Dans l'Union nationale, la direction réelle de l'Etat revient aux partis de la droite et du centre, qui représentent le mieux la volonté de l'industrie lourde et des grandes banques de crédit (y compris la Banque de France). De 1920 à 1924, l'Union nationale restera synonyme des formidables prélèvements en nature exercés sur l'Allemagne au profit exclusif de la grande industrie : réparations et occupation de la Ruhr, telles auront été les conséquences de cette époque historique. De 1926 à 1932, c'est la dictature incontestée du « mur d'argent », de la haute banque de crédit, pour laquelle travaillent les Sganarelle du radicalisme. C'est le règne politique de Poincaré, le notaire, et de Tardieu, le requin. En face, le Bloc des gauches utilise la vieille mystique républicaine et pacifiste des masses en faveur de la politique d'exportation et d'ententes économiques des grandes banques d'affaires. Un homme représente à lui seul le Cartel des gauches : Horace Finaly, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'homme de la guerre du Maroc et de la paix à Genève ! En mai 1932, le parti radical revient seul au pouvoir, afin de « résoudre la crise par des accords économiques internationaux et une réduction des armements ». Dernière cartouche du libéralisme financier, à laquelle le parti socialiste et la C.G.T., en donnant leur appui aux gouvernements de gauche, accrochèrent les espérances d'un prolétariat plein d'illusions ! Les échecs de la Conférence de Londres (juillet 1933) et de la Conférence du désarmement mirent le point final à ces tentatives de sauvetage, mortes aussitôt qu'esquissées. Partout, le capital se replie dans les frontières nationales ; en France, cette tendance se manifestera par une offensive violente en faveur de la déflation, c'est-à-dire de la réduction des prix de revient par celle des salaires. Partis de gauche et partis de droite, de Roy et Gaillaux à Tardieu et Flandin, la bourgeoisie fera derrière le décor parlementaire sa profonde unité sur le terrain des exigences économiques. Dans la coulisse, se prépare la nouvelle union nationale qui doit mater toutes les résistances ouvrières et populaires, pendant qu'une cascade de gouvernements radicaux s'agitent ridiculement et augmentent leur propre discrédit auprès des masses populaires : Daladier, Sarraut, Chautemps défilent comme les teintes fugitives d'un kaléidoscope parlementaire, quand éclate brusquement le scandale Stavisky, aussitôt exploité par la droite.

DE STAVISKY AU FASCISME

Stavisky, escroc classique et de grande envergure, appartient à cette jungle d'aventuriers tolérés par le capitalisme de la même manière que les brigands par les châtelains féodaux. A notre époque de crise où les capitaux flottants ne trouvent pas à se fixer dans des entreprises, l'atmosphère est singulièrement favorable aux escrocs qui suppléent par leur ingéniosité verbale et financière à la baisse catastrophique du taux de profit. En dehors des multiples péripéties qui sont connues du lecteur, l'affaire Stavisky remet en lumière deux traits extrêmement importants du parlementarisme bourgeois : le premier, qu'on avait déjà constaté à l'époque du Panama, réside dans la liaison personnelle et matérielle de la plupart des parlementaires avec des capitalistes. Sans en être la seule cause, la forme du régime parlementaire français y conduit

l'Union Nationale DE FÉVRIER

presque nécessairement. Le deuxième trait, c'est la toute-puissance réelle des hauts fonctionnaires, armatures de l'Etat bourgeois : policiers, magistrats, chefs de service, généraux tiennent leur pouvoir, non des politiciens changeants qui se séparent du titre de ministres, mais de groupes capitalistes dont ils servent les intérêts, contre ceux d'autres groupes concurrents.

Contrairement aux partis de gauche, qui avaient assez timidement réagi contre Tardieu au temps de l'affaire Oustric, la droite, plus audacieuse, a transformé en bélier antiradical et antiparlémentaire les armes que lui fournissait le scandale Stavisky. Sans même recourir à un vote, elle a jeté bas le gouvernement corrompu de Chautemps. Mais l'offensive des parlementaires de droite trouve son complément indispensable dans celle de la grande presse dite « d'information », offensive qui est — signe des temps — dirigée non seulement contre le parti radical, mais contre le parlementarisme tel qu'il fonctionne. La grande presse se met immédiatement au niveau des « Philipiques » de M. Tardieu dans l'illustration, en demandant — sur quel ton ! — une révision de la Constitution, dans le début de janvier, la bourgeoisie cherche le pouls de la rue. Elle envoie d'abord, à titre d'essai, les camelots du roy déraciner les arbres et crier « au voleur ». A chaque manifestation, la foule des sympathisants à l'action directe antiparlémentaire grandit. L'heure du fascisme va-t-elle sonner ?

Beaucoup le croient : le général Weygand, commandant de l'armée française, n'est-il pas président de la Ligue des Croix de Feu ? M. Chiappe, préfet de police, ne laisse-t-il pas les bandes armées se faire la main sur le boulevard Saint-Germain ? Enfin, l'Union nationale des Combattants décide de manifester le dimanche 4 février pour « la propreté et l'honneur » (sic). (Rappelons que le président de cette association a bénéficié des largesses de l'escroc.)

L'Union nationale des Combattants, qui date de la guerre et se prétend apolitique, n'est pas une véritable formation fasciste. Elle sert plutôt d'agence électorale aux partis de droite et du centre. Son groupe de la région parisienne, peuplé de boutiquiers et d'employés, est le meilleur serviteur des conseillers municipaux de Paris, que le récent scandale du Métro. (1) nous montre une fois de plus dans le rôle de prévaricateurs.

Quant aux véritables ligues fascistes, elles se sont singulièrement développées à la lumière du scandale Stavisky. A côté des vieux groupes de l'Action française et des Jeunesses patriotes, on trouve l'Association des Croix de Feu et des Brisards, la plus redoutable de toutes, qui peut mobiliser 10.000 combattants disciplinés et qui est en liaison avec le Grand Etat-major ; puis les Francistes et la Solidarité française, cette dernière montée par les millions de Coty, toutes les deux fortement empreintes d'antisémitisme, s'alignent avec des uniformes et des mots d'ordre calqués sur ceux des hitlériens.

A combien peut-on évaluer les troupes fascistes de tout genre ? 30.000 peut-être, dans la région parisienne. Mais il faut ajouter à ce nombre tous ceux des départements limitrophes qui, comme l'a montré l'émeute du 6 février, sont appelés à Paris pour les coups durs.

LES JOURNÉES DES 6 ET 7 FÉVRIER

Rien ne montre mieux le désarroi du radicalisme, ses velleités d'énergie et, en définitive, son incommensurable lâcheté, que les événements qui marquèrent la constitution et les actes du gouvernement Daladier.

Daladier repousse les socialistes et forme d'abord un cabinet d'Union nationale appuyé par le grand Etat-major, la haute banque et M. Chiappe lui-même. Mais, abandonné par le groupe parlementaire socialiste, irrédiblement opposé à la présence de Chiappe à la préfecture, Daladier voit la droite se retirer sous sa tente et préparer en sourdine le coup de

(1) Voir la campagne menée par le Populaire.

force à la fois parlementaire et extra-parlementaire qui imposera à la gauche terrorisée l'Union nationale. Alors se produit la volte-face brusque du gouvernement : Daladier débarque Chiappe pour s'assurer l'appui des socialistes. Il perd à droite ce qu'il gagne à gauche, et nos radicaux, de pâles capitulards qu'ils étaient, deviennent subitement de farouches jacobins, des défenseurs héroïques de la République sociale !

L'antagonisme qui sépare chaque jour les forces de la grande bourgeoisie réactionnaire de celles des masses ouvrières et petites-bourgeoises de province, va trouver son expression vivante dans la personne de Chiappe. Chiappe, homme de « gauche », qui doit son succès à ses influences maçonniques, a utilisé le poste de confiance où la République l'avait appelé pour acquérir vis-à-vis des différents partis parlementaires une indépendance redoutable. En couvrant les affairistes et les escrocs qui pullulent à l'Hôtel de Ville, il a gagné la confiance et la reconnaissance de la bourgeoisie parisienne. Par ses chantages, il en impose aux parlementaires qui oseraient demander sa tête. Enfin, il a transformé la police en une caste privée soumise à son influence personnelle. Chiappe, c'est l'homme que la bourgeoisie parisienne réactionnaire dresse contre la petite-bourgeoisie provinciale et républicaine. La défense de Chiappe est le signe avant-coureur de la centralisation chère à la bourgeoisie qui voit dans l'Etat fasciste totalitaire la forme enfin trouvée d'une dictature sans frein sur toutes les classes de la population.

Mais alors que la bourgeoisie descend dans la rue au cri précis de « Vive Chiappe », les forces démocratiques, de par leur composition bigarrée sont en plein désarroi. A leur tête, un gouvernement sans prestige, usé avant que de naître par les scandales parlementaires, et ses compromissions de couloir, enfin un gouvernement qui, A PARIS, NE PEUT S'APPUYER SUR UNE CLASSE BIEN DEFINIE DU PEUPLE. L'aide du prolétariat lui fait défaut pour deux raisons : d'abord, il y a longtemps que le prolétariat, en majorité communiste ou socialiste, poursuit de sa haine ou de son mépris le radicalisme antiouvrier, féroce dans sa répression des manifestations prolétariennes, lâche et corrompu devant la bourgeoisie ; enfin, le gouvernement lui-même ne veut pas du soutien actif de la classe ouvrière. En face des projets lancés par le parti socialiste et la C. G. T. d'appeler les ouvriers à contre-manifester, Daladier se recuse sous prétexte d'empêcher la guerre civile. En réalité, il a peur des conséquences révolutionnaires d'une levée du prolétariat. La République lui importe moins que l'ordre bourgeois. Sa véritable pensée, nous la trouvons exprimée dans un journal gouvernemental, « La Petite Gironde », qui, s'adressant aux manifestants bourgeois, leur dit : « NOUVEZ PAS (aux ouvriers) LA ROUTE DE L'INSURRECTION DES FAUBOURGS AU PALAIS-BOURBON. LA ROUTE EST LONGUE. ELLE EST BORDEE DE VOS MAISONS, DE VOS BOUTIQUES ET DE VOS BANQUES. REFLECHISSEZ... » La petite bourgeoisie radicale, celle qui élisait Ledru-Rollin, Clemenceau et Floquet, n'existe plus à Paris comme force sociale. A quoi cela tient-il ? Au fait suivant : LE PARIS DU 20^e SIECLE N'EST PLUS CELUI DU 19^e. Au siècle dernier, maîtres, artisans, prolétaires, petits bourgeois et aussi les bourgeois cohabitaient dans les mêmes rues du centre de la capitale, à quelques centaines de mètres des Tuileries : le fusil de l'ouvrier valait celui du garde national. Toute la politique urbaine de Napoléon III et du baron Haussmann, politique favorisée d'ailleurs par le développement de la grande industrie, a été de rejeter la population ouvrière à la périphérie de la ville, et d'édifier dans le centre et l'ouest des quartiers bourgeois. Aujourd'hui, l'échoppe de l'artisan républicain ou socialiste a fait place au magasin d'articles de luxe, rue de Rivoli ou avenue de l'Opéra, et le boutiquier parisien est beaucoup plus proche de ses clients, bourgeois de France, d'Angleterre ou d'Amérique, que du prolétariat qu'il ne voit pas, qu'il hait et redoute à la fois pour son esprit « communal ». Le commerçant parisien et sa séquelle d'employés abrutis et exploités, telles sont les bases de la réaction et du fascisme parisiens. A l'aide d'un mode de scrutin insensé qui donne aux quartiers bourgeois 30 à 40 fois plus d'importance qu'aux quartiers ouvriers (400 voix dans le 1^{er} arrondissement pour 12.000 dans le 19^e par conseiller élu), cette bourgeoisie aussi arrogante que bornée domine le Conseil municipal et représente le « peuple de Paris » pour les thuriféraires intéressés de la grande presse. Quant au prolétariat, le développement urbaniste tend à le rejeter de plus en plus en banlieue et en grande banlieue, autour des usines géantes de l'industrie mécanique. Dans cette double polarisation sociale et géographique, la petite bourgeoisie radicale a disparu, écartelée par les forces de l'évolution économique.

Depuis le développement du mouvement national-socialiste en Allemagne, et surtout depuis son triomphe, on constate un peu partout, et parfois dans les esprits les moins désignés jusque là pour le subir, une sorte de vertige devant l'hitlérisme et sa démagogie. A vrai dire, les premiers responsables de ce vertige ont été les révolutionnaires, coupables de n'avoir pas dès le début, stigmatisé comme il le fallait la vague de profonde régression psychique et morale que recouvrait mal le verbiage hurlant de la « révolution » fasciste. Les communistes les premiers ont accrédité la légende des prétendues aspirations révolutionnaires de la masse hitlérienne, dont le comportement faussé par l'influence des chefs, cachait, paraît-il, les meilleures intentions.

Le thème a été repris après eux et on a eu trop souvent tendance à considérer que les troupes hitlériennes péchaient plus par malentendu que par vice et soutenaient la réaction sociale sans y être attachées de cœur.

Les fascistes italiens, à une époque où le mouvement ouvrier avait plus qu'aujourd'hui la conscience de sa nature et de ses buts, n'avaient guère rencontré semblable indulgence. Dans l'affaiblissement général de la conscience révolutionnaire qui caractérise la période présente, on a abandonné sans difficulté au troupeau déchaîné de la plus effroyable réaction, le droit de souiller en les adoptant le nom et l'idée de révolution.

Où peut bien se trouver l'aspiration révolutionnaire dans la mentalité fasciste ? On a cru sans doute en déceler la présence dans l'appel constant fait par les fascistes à la révolte du peuple contre des oppresseurs puissants qui le bafouent et le grugent, dans les sarcasmes répétés à l'égard des gens en place, dans l'invitation à un nettoyage purificateur de la société par l'élimination du mercantilisme et de la corruption, dans le désir d'une rénovation par la masse du peuple d'institutions vermouluës, enfin dans l'évocation d'une fraternité populaire honnête et naïve, âme prétendue du mouvement. On a crié contre les puissants du moment, on a fait fraterniser le pauvre monde. Voilà une attitude peu conforme évidemment aux habitudes d'un tory anglais ou d'un lecteur pondéré du *Temps*. C'est par rapport à ce type moyen de conservateur bourgeois, tel qu'il a existé et existe encore, surtout d'ailleurs dans les pays évolués, et au public qui se façonne à son image, que l'hitlérisme apparaît à certains comme un phénomène nouveau, faisant appel à des sentiments jusque là réputés subversifs, et étrangers à la mentalité réactionnaire.

Il y a là, selon nous, une erreur de perspective qui provient à la fois d'une analyse inexacte de la psychologie fasciste et d'une méconnaissance des ressorts psychiques les plus traditionnels de l'extrémisme réactionnaire.

LES FASCISTES ET LE POUVOIR

Les fascistes s'en prennent à la puissance établie. Mais à quelle puissance et dans quel esprit ? La haine du puissant et de l'opresseur n'est une attitude révolutionnaire que dans la mesure où l'opresseur symbolise plus généralement toute tyrannie de l'homme sur l'homme, et sa disparition la fin de cette tyrannie. Que symbolisent aux yeux des fascistes les « gouvernants » qu'ils détestent ? *Toujours la timidité dans l'exercice du pouvoir, jamais le pouvoir lui-même.*

L'objet central de la haine fasciste, est comme chacun sait, l'Etat démocratique, précisément accusé de frayer les voies par son libéralisme, à la désagrégation finale de l'Etat et du pouvoir ; constamment présenté comme le fournisseur de la révolution et de l'anarchie, c'est à ce titre seul qu'il est détesté.

Le trait fondamental peut-être de la psychologie fasciste réside dans cette obsession « totalitaire » d'une domination sans fissures et d'une soumission sans débat, ladite obsession s'accompagnant d'un délire, en vertu duquel le plus minime élément de tolérance dans l'exercice de l'autorité est attribué à des influences occultes et scélérates visant à la subversion de l'autorité tout entière. Un pareil comportement à l'égard du pouvoir se place aux antipodes de cette haine foncière contre l'oppression, qui a toujours été le premier élément, comme le plus précieux, d'une conscience révolutionnaire.

La confusion que nous dénonçons ici n'eut d'ailleurs jamais été possible sans le criminel dédain dont la notion

de liberté est devenue l'objet dans la corruption actuelle du mouvement ouvrier.

Mais venons-en au détail et examinons de près toute la gamme des griefs exprimés par les fascistes à l'égard de l'autorité démocratique. Un des domaines les plus importants où elle manifeste selon eux sa faiblesse est celui de la répression.

L'autorité dont rêve le fascisme est celle qui écrase et anéantit par la force quiconque ose faire de la force un objet de discussion, et nous savons jusqu'à quel point le délire fasciste est chatouilleux en cette matière. Loin de répondre à cet idéal, l'Etat démocratique accepte de discuter les coups qu'il porte, et finalement n'en porte que d'insignifiants : par cette attitude, il se range lui-même, tout puissant qu'il est, parmi les faibles qu'il eût dû sans pitié maintenir à leur place, et dès lors mérite exactement le même traitement qu'eux ; la destruction radicale. Ainsi c'est le culte de la violence répressive qui constitue l'aliment principal de la frénésie « révolutionnaire » des fascistes en face des pouvoirs établis.

Mais comment conçoivent-ils l'autorité réprimante ? Chacun sait qu'ils reprochent constamment à l'autorité démocratique son caractère impersonnel. Les pays démocratiques ont bien des chefs d'Etat Présidents de République, chefs de cabinets ou ministres, mais ceux-ci dépendent d'une assemblée aux mille têtes sujette au changement et à l'indécision et où l'on chercherait en vain une volonté directrice et ordonnatrice. La dite volonté ne saurait se trouver, selon les fascistes que dans une personne souveraine. De là la tendresse que les sectateurs du III^e Reich vouent au souvenir des empereurs germaniques, d'un Frédéric le Grand par exemple, image même du pouvoir personnel. L'idée qui est à l'origine du système représentatif et qui constitue depuis plusieurs siècles la conquête la plus précieuse de civilisation en matière politique, fonde le pouvoir du gouvernement sur le consentement du gouverné ; sans vouloir examiner si les prétendues applications de cette idée n'ont pas été jusqu'ici autant de tromperies, nous constaterons que l'idée elle-même dépasse de beaucoup les limites moyennes du développement d'une tête fasciste. A un milicien allemand ou italien comme à tout lecteur français de l'*Ami du Peuple*, l'organisation sociale apparaît beaucoup plus simplement sous les traits d'un individu en chair et en os, traînant derrière lui un sabre imposant comme remède aux lenteurs oiseuses de la réflexion.

PSYCHOLOGIE DU FASCISME

Semblable attitude se range parmi les formes les plus grossières et les plus irrationnelles de la psychologie sociale, et fonde les rapports entre les membres d'une société sur le plaisir aussi instinctif qu'imbécile de commander et d'obéir. Evidemment aucune des Sociétés jusqu'ici connues n'avait pu se passer d'un semblable ressort sans lequel l'oppression de l'homme par l'homme, règle de la société humaine jusqu'à ce jour, eût été impossible à maintenir. Jamais cependant n'était apparue l'exigence, entre celui qui commande et celui qui obéit, de rapports si purement brutaux, et aliénant à ce point tout jugement ; jamais à ce point, les rapports militaires n'avaient prétendu s'imposer à la société tout entière.

IDEAL D'UNE SOCIÉTÉ MILITAIRE

Une masse révolutionnaire, digne de ce nom est avant tout frappée par l'inconscience qui préside aux destinées du régime capitaliste, de ce déchaînement de forces aveugles, auxquelles elle se sent soumise, et elle est pénétrée de cette idée que son intervention consciente raisonnée et calculée dans le processus économique, pour en régler les rouages et l'évolution peut seule libérer l'humanité et la faire progresser. Son hostilité contre l'Etat parlementaire se fonde sur des griefs contraires à ceux des fascistes ; elle lui reproche de n'être, en dépit des apparences, qu'une machine d'oppression brutale au service de l'anarchie capitaliste, occupée à réprimer les initiatives conscientes des révolutionnaires à contenir leurs énergies réformatrices, ne visant en un mot qu'à mettre l'esprit au cachot et à tenir l'homme dans ses fers.

Pour le petit boutiquier fasciste, ainsi que nous l'écrivons plus haut, l'autorité démocratique est justement coupable de lèse-majesté envers l'Ordre Social ; par son mécanisme, par ses lenteurs, par l'éparpillement de la puissance où « nul ne commande et personne n'obéit » elle engendre le désordre et favorise son synonyme : la Révolution Socialiste. Les maigres conquêtes sociales de la classe ouvrière, les quelques éléments de conscience introduits dans l'Economie engragent fort ce petit bourgeois dont la propriété moribonde ne saurait résister à l'action d'une pensée sociale critique. Aussi réagit-il contre sa misère par une mystique délirante où le pouvoir magique d'un chef sur les choses d'une part, la soumission et la sottise du sujet d'autre part se substituent à la volonté consciente.

Le trait fondamental de la psychologie fasciste, la foi dans un sauveur, s'explique ainsi : « Finies ces vaines palabres, dit le petit boutiquier, finies ces tergiversations où les « marxistes » trouvent toujours leur compte ; il me faut un maître qui me dispense de réfléchir ; le sabre qui est le symbole sacré de l'Ordre, qui représente la loi morale déposée par Dieu dans la conscience de chaque individu, dispose d'une puissance incalculable, capable d'exterminer les guerres et de commander aux choses. »

L'idéal d'une Société militaire, l'aspiration à des rapports humains, calqués à tous les degrés de l'échelle sociale sur le modèle des rapports entre le « chef » suprême et ses sujets, constitue l'essence de la philosophie fasciste et apparaît aux tenants de cette conception comme le seul moyen susceptible d'assurer à chacun son existence. Nous pourrions définir cet idéal profondément rétrograde comme une « philosophie d'adjudant » tant il est vrai que les formes de l'autorité désirée s'apparentent étroitement au style militaire et tellement les rapports entre les hommes, dans une Société fasciste, rappellent l'attitude du sous-officier vis-à-vis de ses supérieurs et de ses subordonnés. La férocité dans l'exercice du pouvoir est une revendication première des nazis ; ils s'élèvent contre le libéralisme précisément au nom de cette férocité et ils ne conçoivent leur « chef » que comme un être terrible, sévère, voir sadique, à qui toute indulgence, tout sentiment humain sont étrangers. C'est le portrait même du général d'armée qui ne réussit dans ses calculs et n'exerce une action salvatrice qu'à la condition de se montrer extrêmement cruel dans l'exercice de son autorité et d'imposer à tous une discipline de fer.

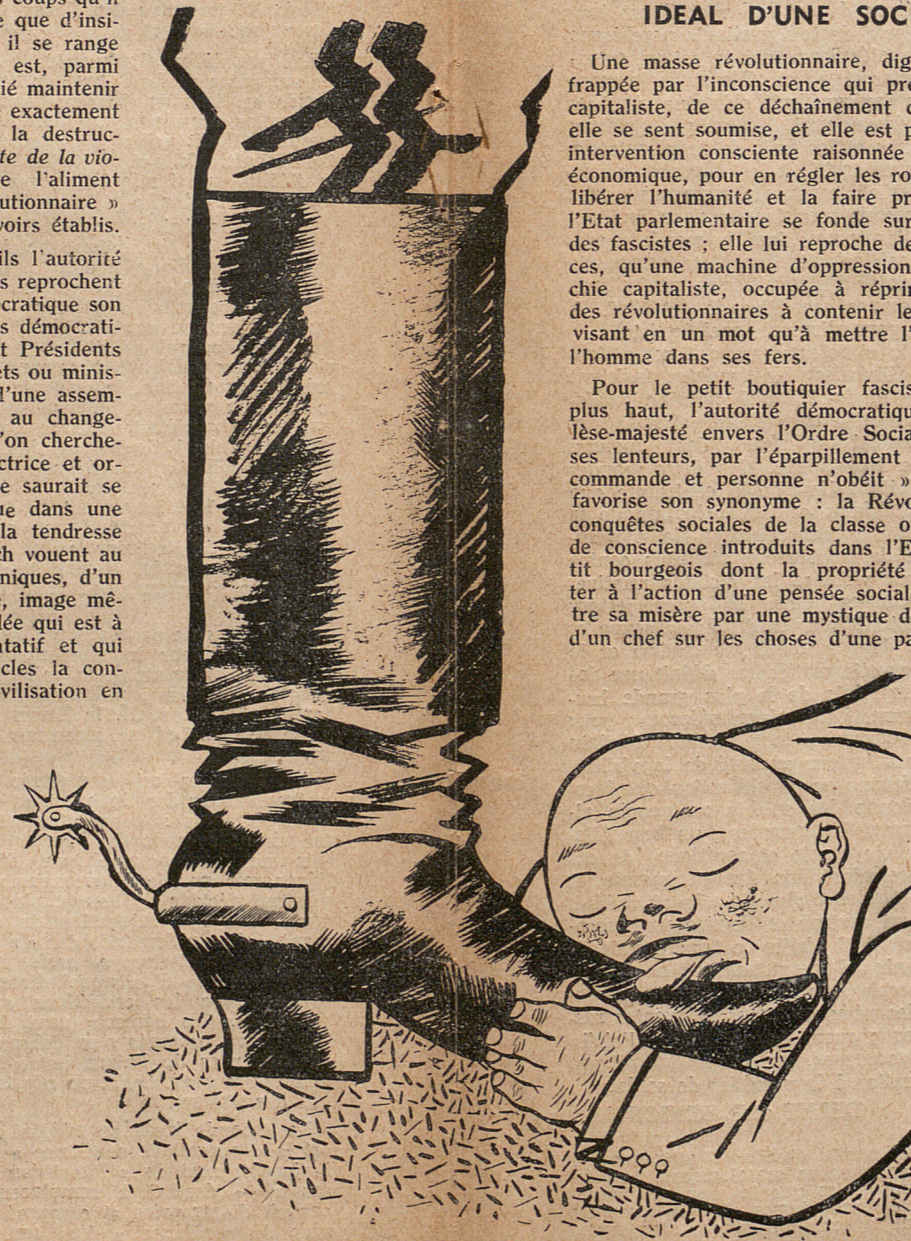
Le « Führer » lui ressemble et, dans la Société fasciste, chaque citoyen est un soldat qui obéit passivement et encaisse sans broncher les coups de pieds au derrière, considérant chaque coup de pied comme une marque de l'intérêt supérieur que ses chefs portent au peuple allemand. Ce mépris le plus complet pour ce qu'on nomme la liberté, sont les traits saillants de cette psychologie, formée à partir de l'« imago » du bon soldat.

Le respect et la peur de l'autorité renforce le désir d'en exercer une parcelle. Notre boutiquier qui présente avec enthousiasme son derrière aux coups, fait aussi des rêves de grandeur ; dans la grande armée fasciste il s' imagine caporal ou sergent et se voit, en possession d'une grande matraque, assommant les adversaires de l'Ordre. Fidèle défenseur du peuple allemand, li s'attribue la noble tâche de participer activement au maintien des lois. Les parlementaires, les ministres, les têtes corrompues des classes dirigeantes s'abandonnaient aux douceurs de la vie et ne brandissaient plus que mollement le sabre exterminateur ; lui, représentant d'une classe qui travaille et qui méprise les jouissances saura se substituer à ces autorités défaillantes et fera respecter l'ordre de la façon la plus énergique, s'identifiant à son « Führer » redouté, il le surpassera en bassesse et en cruauté.

Ce dernier trait psychologique fournit la note dominante du comportement des fascistes. Leur délire sadique, leur rage destructrice s'expliquent par ce mécanisme ; ils rêvent d'une société militaire dont ils conçoivent, ce qui est logique, les rapports humains suivant un type sado-masochiste. L'armée est le modèle de tels rapports ; la négation de l'individu, l'obéissance passive, la servilité à l'égard du plus fort et la férocité envers le plus faible sont à la base de son organisation et de sa conservation. Aussi, est-ce à bon escient qu'ils l'admirent, imitant en cela, comme en bien d'autres choses encore, les vieilles cliques réactionnaires du passé qui ont toujours donné son esprit et ses méthodes en exemple à la société.

L'ENTHOUSIASME DE LA JEUNESSE

On a maintes fois vanté cette belle jeunesse hitlérienne dont l'enthousiasme, la santé morale, et les aspirations généreuses forment parait-il un contraste étonnant avec le reste du mouvement. Poussant le paradoxe un peu loin, certains vont jusqu'à lui prêter des sentiments socialistes et la définissent comme une force révolutionnaire. Il s'agit de s'entendre une fois pour toutes sur ce chapitre. Si l'on considère que l'apologie de l'autorité, le sens d'une discipline aveuglément subie, la négation des droits de la personne humaine et l'abdication de toute fonction intellectuelle sont les marques suprêmes de l'esprit révolutionnaire, alors, évidemment, la jeunesse fasciste répond à la définition qu'on en donne, elle est une force révolutionnaire. Mais si, comme nous le pensons, des sentiments socialistes s'expriment avant tout dans la haine de l'oppression et du mensonge, s'ils s'accompagnent chez les jeunes d'un ardent désir de vivre libres, de développer leur personnalité et leur conscience, s'ils se confondent avec l'exaltation de valeurs libertaires et profondément humaines, n'hésitons pas à qualifier de réaction-



naire dans ses fins et ses moyens, l'enthousiasme déplacé de la jeunesse naziste.

Anatole France écrivait, à l'époque de l'Affaire Dreyfus que la réaction utilise l'énergie et l'impatience des jeunes en les enrôlant dans l'armée. Ceux qui, dans la vie civile auraient employé leur temps et leurs forces à dépauper les rues pour construire des barricades, se dressent contre leurs frères exploités quand ils ont revêtu l'uniforme et qu'on leur place un fusil dans les mains.

C'est une bien triste remarque mais qui est malheureusement juste. Les jeunes générations, surtout celles d'après-guerre, se distinguent par leur impatience et leur inconscience ; durement touchées par la crise, précipitées dans le chômage, elles voient leur avenir sacrifié à l'existence d'un régime qui ne leur laisse aucune issue ; désireuses d'agir, elles veulent des solutions immédiates, et, comme elles sont dépourvues de culture et de traditions, elles deviennent la proie facile des pires démagogues. Le fascisme, avec ces jeunes, joue sur le velours. Promettant la Lune et le Soleil, quitte à ne rien donner, il exploite habilement leur désir de solutions rapides : — Qu'avez-vous besoin de réfléchir ? Pourquoi vous inquiéter ? Hitler pourvoiera à tout.

Inversement les révolutionnaires se trouvent devant une tâche ardue ; ils ne peuvent conquérir la jeunesse qu'en lui formant une conscience, en substituant une claire compréhension de la question sociale à sa soif de réalisations immédiates. Travail d'hercule qui ne peut être entrepris efficacement que par un parti révolutionnaire armé d'une doctrine sûre et de méthodes souples.

La jeunesse hitlérienne partage l'idéal fasciste ; avide d'autorité, corrompue par l'esprit militaire, elle n'aspire qu'à une fraternité de caserne où chacun, sous la trique du chef, ne sera qu'une unité dans le troupeau. C'est ce qui a perdu l'Allemagne.

CORRUPTION PARLEMENTAIRE

Une autre rengaine « révolutionnaire » des fascistes, c'est la corruption du monde actuel. Le relâchement de l'autorité et la ruine de la discipline sociale ont pour conséquence, selon eux, une dégénérescence morale, une malpropreté envahissante, qui ne peuvent cesser que par une régénération profonde, un renouveau de pureté dont ils se disent les champions. En France déjà les publicistes fascistes emploient, à propos de l'affaire Stavisky, colonnes sur colonnes à décrire « l'abcès » parlementaire, la putréfaction du régime, et appellent à grands cris le coup de balai, le nettoyage purificateur de la révolution nationale.

En quoi consiste donc pour un fasciste la pourriture morale du régime ? Avant tout dans le déchaînement des intérêts individuels, le débridement des appétits, la course aux jouissances que favorise et qu'entretient la faiblesse du pouvoir. Les milieux même qui gravitent autour de ce pouvoir, et que composent les « politiciens pourris » de la République, donnent l'exemple de la corruption et des basses voluptés. Noceurs, jouisseurs, aimant le luxe et les femmes, les politiciens satisfont leurs cyniques désirs aux dépens de la sueur du peuple. Ce qu'il faut avant tout remarquer, c'est que l'accent de la révolte et de l'indignation porte moins, chez les fascistes, sur les privations des uns que sur les jouissances des autres. Le fasciste désirerait faire de la misère qu'il subit une règle commune à laquelle personne ne pût échapper. C'est là réaction classique de l'envie, soutien éternel de l'inégalité parce qu'elle est plus dirigée contre le malheureux qui s'évade de son malheur que contre le riche lui-même. L'évasion de la nécessité, la multiplication des jouissances, que le socialisme se propose comme but, à moins d'être déformé lui-même par un ascétisme réactionnaire, constituent justement pour le fascisme le comble de l'abomination morale.

Autant le fascisme ouvre l'écluse aux instincts agressifs et au sadisme sous toutes ses formes, autant il répudie en idéalisant la privation, les instincts dont la satisfaction favorise le développement de la vie et de l'intelligence, et au premier rang la jouissance sexuelle, symbole ultime à ses yeux de la malpropreté (1). Ce qu'ils décorent du nom de « pureté » n'est

qu'un alliage monstrueux de férocité débridée et d'appétits viciaux réprimés.

Les bêtes noires du fascisme sont affublées par lui des caractéristiques opposées « marxisme et juiverie » se distinguent à ses yeux par l'esprit d'humanité, l'horreur des armes, qu'ils appellent veulerie, et par le goût des jouissances matérielles, qu'ils appellent saleté.

LA « REVOLUTION MORALE »

A la corruption du gouvernement parlementaire, accusé de raffer les deniers du peuple et traité couramment dans leur propagande de « gouvernement des coquins et des arrivistes » les fascistes prétendent opposer des institutions politiques à bon marché, dont la probité et l'économie seraient la règle. En fait, rien n'est plus faux et dans leur conception même du Pouvoir ils font une large place aux dépenses somptuaires. Les dirigeants nazis ne peuvent vivre simplement ; partout ils doivent « représenter » et leurs moindres déplacements font l'objet de parade ou le colossal le dispute au clinquant. L'esprit militaire que l'on veut inculquer au peuple se forme et s'entretient par des manifestations de cet ordre et il est toujours dangereux de priver la foule de tels excitants psychiques — sans remonter à l'époque napoléonienne qui en est un exemple classique, l'histoire du dernier règne en Allemagne le montre surabondamment. — Hitler aujourd'hui s'évertue à battre tous les records dans ce domaine et il n'est pas douteux que le coût des parades militaires et les frais de représentation des chefs et cheffillons fascistes excèdent les dépenses somptuaires de l'Etat démocratique. Mais comme le remarquait avec juste raison, Renan, ce qui semble monstrueux pour une assemblée de 500 citoyens habillés comme tout le monde, apparaîtrait parfaitement légitime lorsqu'il s'agit d'une tête couronnée ou d'un dictateur. Les dépenses de l'Etat hitlérien symbolisent le culte de la force et la puissance coercitive de cet Etat. A ce titre elles sont du pain béni pour n'importe quel fasciste.

Dans leurs attaques contre le « bolchevisme culturel » (entendez simplement les idées libérales) les fascistes insistent toujours sur la dissolution de la famille qui entraîne fatalement la ruine du principe d'autorité dans l'Ordre Social, et s'accompagne d'un relâchement général des mœurs, destructeur de toute discipline individuelle. Ces deux grandes conquêtes de la civilisation, l'atténuation de la contrainte que les parents exercent sur leurs enfants et l'émancipation de la femme qui participe de plus en plus activement à la vie sociale, leur apparaissent comme de monstrueux attentats contre la morale. Ils condamnent avec violence les facilités relativement plus grandes de rapprochement entre les sexes, jettent l'interdit sur toutes les manifestations osées de la vie sexuelle, pourchassent l'érotisme jusque dans la danse, le cinéma et le costume de bain. Leur idéal en cette matière se définit par des rapports purement bestiaux empreints de la plus grande brutalité, entre l'homme et la femme. Le fascisme n'éprouve pour cette dernière qu'un mépris souverain, tout symbole féminin est absent de son éthique ; admirateur exclusif de la virilité, il ne commence à prendre la femme en considération que lorsque celle-ci, devenue mère, donne des soldats au peuple allemand. Les jouissances amolissent les guerriers, un bon Allemand doit se garder par une vie chaste et ascétique de ces plaisirs corrupteurs qui épuiseraient son énergie morale et feraient de lui un être efféminé, c'est-à-dire humain et civilisé. Père de famille tyrannique, mari austère et dominateur, moraliste sévère autant que bon soldat il réalise le type parfait de la brute. Sa femme et ses enfants lui feront honneur en restant sagement à la place que la morale leur assigne : pour la première, la marmite, l'église et les admonestations fréquentes restaureront la saine vie du foyer ; quant aux seconds, l'obéissance obtenue à l'aide de vigoureuses corrections constituera pour eux une excellente préparation à leur métier de soldat.

(A suivre.)

DELNY et P. BENICHO.

Il suffit de remarquer avec quelle obsédante attirance un Léon Daudet se débat dans des peintures scatologiques de l'immoralité républicaine pour comprendre que la manie abolitionniste et l'obsession de « propreté » sont issues chez les fascistes d'une répugnance morbide pour la sexualité conçue sous forme scatophilique.

Le fascisme vaincra-t-il en France ?

La victoire du fascisme dans le centre de l'Europe, dans un pays avancé avec de grandes organisations ouvrières, sa montée en Autriche sont des expériences d'une portée internationale. L'analyse de ces expériences nous donne la possibilité de reconnaître les tendances de l'évolution sociale en France. Cette connaissance nous montrera la voie que le prolétariat français doit suivre pour éviter le sort des travailleurs dans les pays fascistes. C'est pourquoi nous avons demandé à un de nos camarades ayant vécu la défaite allemande de nous apporter son témoignage.

Il s'est exprimé en toute liberté. Les points de vue qu'il défend lui sont personnels, ainsi que ses jugements sur les organisations françaises. Nous avons cru utile de les soumettre à nos lecteurs. Toutes critiques permettant d'éclairer les problèmes angoissants de l'heure seront accueillies dans cette tribune.

LES CONDITIONS SOCIALES DU FASCISME

Le régime démocratique était l'expression, la superstructure politique du capitalisme ascendant. Le gâteau du produit social grandissait, la classe dominante pouvait donc accorder aux classes laborieuses des concessions économiques et sociales sans péril pour sa propre position. La masse du prolétariat participait pendant cette époque à l'accroissement de la richesse sociale. Le reflet idéologique de cette situation au sein du mouvement ouvrier était le réformisme. La structure du capitalisme de cette époque était caractérisée par la concurrence libre, qui devait automatiquement produire l'harmonie sociale, sans ou presque sans intervention de l'Etat. Celui-ci ne devait être ni fort ni autoritaire, sa fonction était celle d'un gardien de l'autoritarisme social. L'exécutif était séparé du législatif et ce dernier, axe du système politique, était représenté par le Parlement. La discussion au sein du Parlement de laquelle devait surgir la vérité — la même pour tous — n'était autre chose que la libre concurrence transplantée de l'économie sur le terrain politique.

Le capitalisme de la libre concurrence évolue en capitalisme monopoliste, le déclin succède à la montée. Le gâteau social diminue au lieu d'augmenter. Pour sauver le profit, pour pouvoir lutter efficacement dans la lutte impérialiste, la bourgeoisie a besoin d'un Etat fort, qui rétrécit les faux frais sociaux — et tout ce qui est opposé au profit capitaliste est noté sous la rubrique « faux frais » —, qui intervient vigoureusement en faveur du grand capital, subventionne les grandes entreprises défaillantes, les aide au dépens des masses laborieuses en leur élevant les concessions accordées précédemment. Pour atteindre ces objectifs, la grande bourgeoisie a besoin d'un appui dans les masses, d'un instrument dans ses mains. Cet instrument est le mouvement fasciste.

LE MOUVEMENT FASCISTE

Le mouvement fasciste est un mouvement de masses. Sa base sociale la plus importante est la petite bourgeoisie, les petits propriétaires, frappés par la crise. Dépossédés par le capital monopoliste, ils veulent le combattre ; voilà pourquoi ils deviennent « anticapitalistes » ; mais en même temps, ils s'opposent à la prolétarianisation, cherchent à conserver leur propriété ; — c'est pourquoi ils sont en même temps antimarxistes. Cet anti-marxisme est en outre fondé sur le fait qu'une grande partie d'entre eux emploient des salariés. Ils sont donc intéressés à un abaissement des salaires. Si le mouvement ouvrier se trouve en offensive, ces couches peuvent être neutralisées, et pour une partie même gagnées pour la cause prolétarienne. Si le mouvement ouvrier se révèle incapable de résoudre la crise, si ses représentants politiques participent même à la politique de la bourgeoisie — soit dans un gouvernement de coalition, soit par une politique de « moindre mal » ou encore mènent une politique d'aventure, la politique du « pire » — la petite bourgeoisie deviendra fasciste dans la crise. A côté d'elle, nous trouvons des déclassés et désespérés de toutes sortes : des officiers en retraite, des aventuriers, la jeunesse dorée, des parties du « prolétariat en haillons ». Plus la crise s'accroît, plus la classe ouvrière révèle sa faiblesse, plus le fascisme pénètre dans les autres couches sociales. Dans le prolétariat, il commencera à gagner des employés et des chômeurs démoralisés par la crise. Le but du mouvement fasciste est le pouvoir total. La grande bourgeoisie, qui veut l'exploiter sans lui livrer le pouvoir se trouve finalement jouer le rôle de l'apprenti sorcier. Le mouvement fasciste s'empare de l'Etat

et la bourgeoisie est forcée de lui céder le gouvernement politique pour pouvoir maintenir sa propre domination sociale.

Loin d'être un renouveau idéologique comme on le prétend, la dictature fasciste est la forme de domination capitaliste à une époque où la démocratie ne peut plus assurer au capital le profit qui est son but. Cette dictature est exercée par le parti fasciste qui parvient au pouvoir à l'aide d'une démagogie anticapitaliste et en même temps anti-marxiste et à l'aide d'une terreur systématique, si le mouvement ouvrier manque à ses tâches. La forme de cette dictature est l'Etat totalitaire, dans lequel le parti fasciste détient le monopole du pouvoir. Les premières phases après l'entrée des fascistes au sein du gouvernement sont caractérisées par la « fascisation », d'accord avec les partis réactionnaires ; il commence à détruire systématiquement toutes les organisations ouvrières et libérales et à consolider sa position en donnant à ses partisans des positions dans l'appareil de l'Etat et dans l'économie. Deuxième phase de la fascisation : abolition totale de tous les autres partis et organisation de ceux à l'aide desquels le fascisme est venu au pouvoir. Troisième phase : la « révolution » est close, le parti fasciste cesse lui-même d'exister comme parti autonome (1) ; il devient la machine exécutive du grand capital.

OU EN SOMMES-NOUS EN FRANCE ?

La France est un pays dans lequel domine la petite bourgeoisie ; un pays impérialiste qui a profité de la guerre. Pour ces deux raisons la crise y est beaucoup moins aiguë que par exemple en Allemagne. La révolution bourgeoise est faite depuis longtemps, l'idéologie libérale et individualiste y est très forte. Mais le capitalisme français est atteint lui aussi et la position internationale du pays est en déclin. Pour consolider sa position et reprendre sa place sur le marché mondial, la bourgeoisie française doit rétablir sa marge bénéficiaire au dépens des masses laborieuses, abaisser salaires et traitements, diminuer les impôts sur le capital, renforcer son pouvoir militaire. Pour y parvenir, il faut consolider « l'ordre, la nation et l'autorité ». Il faut renforcer le pouvoir exécutif au dépens du législatif, balayer les fonctionnaires socialistes et pacifistes hors de l'appareil de l'Etat, ravir au fonctionnaire le droit de grève, anéantir la force des syndicats. Vis-à-vis de l'idéologie libérale, on doit au surplus anéantir les libertés — au moins au commencement — en utilisant les mots d'ordre démocratiques (« A bas le fasciste Daladier » ont crié les Croix de Feu). Pour la mise en œuvre de ce programme, on a envoyé des anciens combattants et les groupements réactionnaires contre le Parlement en se servant du prétexte Stavisky. La grande presse française — dont la vénalité est connue dans le monde entier — a accompagné cette émeute des « honnêtes gens » d'une formidable propagande. Dans le sang qui a coulé — ce qu'on prévoyait — on a noyé le gouvernement des gauches. Puis on a formé un ministère dit l'Union nationale qui a commencé d'exécuter le programme bourgeois en se délivrant du Parlement à l'aide de pleins pouvoirs (qui ne seront d'ailleurs pas les derniers dont on aura besoin). En Allemagne, Brüning a de la même façon commencé d'écarter le Parlement, en disant que c'était nécessaire pour conserver le parlementarisme. La classe ouvrière a riposté par la grève générale et la bourgeoisie comprit qu'il était nécessaire d'être très prudent : on doit peu à peu, mais le plus vite possible, briser la résistance des fonctionnaires et renforcer le travail des organisations fascistes, surtout hors de Paris. Sans un mouvement fasciste assez fort, la bourgeoisie ne pourra pas accomplir son programme. Nous voyons surgir devant la bourgeoisie française les mêmes nécessités devant lesquelles se trouvait la bourgeoisie allemande. En somme, le gouvernement actuel ne peut être que transitoire. Pour accomplir sa tâche, il devra se heurter aux bornes du parlementarisme qu'il prétend respecter ; il devra perdre ses partisans dans les masses ; les radicaux-socialistes, les néos ne pourront le soutenir sans des scissions qui diminueront forcément l'influence de ces groupements de l'arrière-pensée.

(1) Dans le sens exact du mot, le parti Nazi, contrairement au parti fasciste italien, n'a jamais été un « parti ». Nous avions connu jusqu'ici deux types de partis : ceux qui n'étaient que de petits cercles de dirigeants qui faisaient la politique et les élections et les partis de masses dans lesquels les adhérents avaient au moins des droits formels et où existent toujours une sorte de démocratie interne. Cette démocratie n'a jamais, même idéologiquement et formellement existé dans le parti nazi qui ressemblait plus à une armée qu'à un parti.

MADAME 60 BIS

par Henriette VALET

(B. Grasset, Éditeur)

Impossible de ne pas penser à Dante. Dès les premières pages du roman, la parenté des douleurs inhumaines, imaginées par le poète et des souffrances authentiques, décrites par Henriette Valet est sensible.

Cette vue actuelle, par exemple, de la toilette des femmes enceintes — de celles qui poussent leur fardeau et c'est tout — dans un hôpital : « Je distingue des corps déformés et nus qui s'agitent dans la vapeur apparaissent et disparaissent... », c'est la fiction dantesque du quatrième cercle de l'Enfer. « Les damnés de cette enceinte, en se rencontrant, dans une danse effroyable se chaquetaient avec violence... Je distinguais une foule d'ombres qui portaient péniblement des fardeaux énormes... »

Mais, tandis que le poète imagine, pour écrire une tragédie comparable à la vision de Dante, Henriette Valet n'aura eu qu'à regarder. Le xx^e siècle réalise pour certains, la détresse des damnés que le xiv^e siècle préfigure.

Madame 60 Bis dépeint simplement un refuge où les femmes enceintes pauvres, viennent chercher un abri.

Rendez-vous des femmes qui sont allées jusqu'au bout du malheur. Lieu de détresse nue. Femmes du peuples, vieilles et lasses car, sur les chairs et les races venues du plus profond de la terre, les dures villes d'aujourd'hui ont mis leur empreinte avec leurs labeurs et leurs pestilences. Celle qui ont pu dépasser la limite jusqu'à laquelle on peut quelque chose sur les êtres humains et pour eux. Les mères pour un monde où l'on ne peut plus vivre pleinement.

Ce moment du prolétariat, révolte *Madame 60 Bis*, venue au refuge pour accoucher, quand elle n'a plus ruser avec la misère et l'inévitable. Et, si malheureusement, il ne se trouve qu'elle, ici, pour réfuter les mystifications, les duperies, les mensonges dont est construite la joie de la maternité, pure fiction pour la femme du peuple, le roman doit, à cette révolte la double empreinte, humaine et révolutionnaire qui fait l'une de ses plus hautes valeurs. Elle oppose la mère qui enfante puis aide à la vie, aux mères qui acceptent la société telle qu'elle est, qui n'osent pas pleurer leur enfant comme des lâches, sans héroïsme, sans exaltation quand la guerre ou la misère le leur prend.

Des paroles presque immatérielles et à une admirable sérénité nous montrent la mère que sera *Madame 60 Bis*, pour l'enfant qu'elle attend : « il naîtra. Je respirerai sa bouche. Aucun parfum n'égale celui d'une bouche d'un nouveau-né que le premier lait n'a pas encore traversée. »

Quand elle sort de l'hôpital et rentre dans la ville, après une amère et salutaire expérience, c'est donc naturellement, pour le mener à la vie, qu'elle associe son fils à cette expérience et à sa résolution. « Je reviens plus lucide décidée à agir, non seulement pour moi, mais pour toi, mon fils — mon enfant que j'ai conquis, qui est mien uniquement mien, et que je veux défendre et mener à la vie. »

Cette résolution, prise gravement, sur

un berceau, impose la révolte à l'enfant, le fait hésiter d'un sentiment, d'une tradition, d'une volonté révolutionnaires; en somme, comme le baptême impose la religion. Elle me paraît la substraction du roman. Elle en détermine le ton passionné. D'où un accent tragique, une apparence, même de parti-pris, qui ne sont que le prolongement dans les mots, des longues plaintes, des grognements de rage, des supplications et des refus, de la solitude dans la douleur, de l'enfantement.

Et, non l'enfantement mignardé, choyé, apaisé mais tel qu'au verset 16, chapitre III de la Genèse, il est dit : « Je rendrai très grandes tes souffrances et la grossesse et, dans le travail, tu enfanteras. »

Car seul, le peuple connaît la douleur sans apaisement. Si bien que, *Madame 60 Bis*, quand elle se rend au refuge, pressent cette douleur avec une crainte animale, comme le chien flairer la mort. Elle s'attarde ses mains traînent sur la pierre rugueuse des parapets.

Pressentiment qui ne l'aura pas trompée. La misère déborde l'organisation sociale. Inscrite sous le numéro 60 bis, *Madame* la nouvelle est installée sur un brancard entre *Madame 60* et *Madame 61*. Le toit est à portée de la main, l'air est épais, les draps se mêlagent. On pense à la caserne, et la vie de caserne, mais la quantité des malades rappelle l'hiver historique de 1709. « Les pauvres s'enlassaient dans les hôpitaux, mais on les expulsait faute de place Rien de neuf, donc ? »

Si. La dignité humaine, négligée, battue, méprisée, avilie. Incapables de s'organiser, dans une vie en commun, les malades se ravalent à un état grégaire.

Henriette Valet ne nous farde pas cette condition. Lorsque l'infirmité, ni les docteurs ne sont là, c'est un grouillement d'êtres. L'écrivain le décrit dans ce mouvement, avec cette franchise et cette audace que les laïcs tailleurs de pierres du Moyen-Age, imprimèrent aux tympans des cathédrales pour y montrer les passions, en somme leur condition humaine.

On montrait le vice pour le réduire. Ce n'est plus le vice. Des tares sociales risquent d'emporter l'homme. Henriette Valet nous découvre l'une d'elles afin d'éviter qu'elle ne devienne mortelle, car elle la croit guérissable.

Cette franchise est gênante. Sous le prétexte du langage ou de la bienséance, on la reprochera à l'écrivain. J'en prévois le reproche et le préviens, car la littérature prolétarienne est accoutumée de le recevoir. J'entends une certaine intrigue, de droite aussi bien que de gauche, d'ailleurs : « Complaisance malsaine — on dit même morbide — pour le mal. Aucune joie. » C'est une facile calomnie, une opinion standard, basse et sournoise, qui dissimule avec adresse, sous l'apparence d'un jugement, les desseins authentiques de l'auteur critique.

Henriette Valet a justement objecté, pour la joie, que ce n'est pas quand on rit qu'on tient le plus à la vie.

Elle a montré, pensant à l'enfant qui

dort d'un vivant sommeil, enroulé dans sa tendre enveloppe d'entrailles et de chair, quelle image elle pouvait se faire d'une sérénité absolue : « Dans cette chaude nuit, il dort d'un sommeil que je ne connaîtrai jamais. Quelle paix, quelle paix vierge, quel infini repos ! La fatigue du premier souffle n'a pas encore effleuré sa poitrine. »

Quant à la complaisance pour le mal, lorsque vraiment la mort menace — et, ici le mal mortel, c'est la misère — le malade ne fait plus rien au docteur. Jusque-là, il pactisait avec la maladie. Une puérile vanité, la crainte d'alarmer, la peur même d'en trop apprendre, en se connaissant bien le retenaient. La mort menaçante il se replie farouchement sur son mal, l'analyse dans ses plus secrètes profondeurs, le montre tel qu'il est, aussi horrible qu'il soit. Cette confession sans orgueil écarte du chevet les charlatans de l'aumône, les bonisseurs de l'abnégation. Pas d'importance. Ce sont les profiteurs du cadavre, ils bénéficient encore des morts par la vertu de charité.

A ceux qui demeurent et qui vraiment peuvent utilement l'entendre, le malade parle alors sans ménagement. La misère ne s'exprime dans toute son étendue qu'avec le langage des miséreux; les mots du peuple peuvent marquer des nuances dans la détresse qu'une autre langue n'exprimerait pas.

Parler rude, dépourvu d'artifices, nourri d'expériences et de faits plus que d'images. H usé de traits essentiels, souvent très appuyés qui rendent avec vérité, la véhémence de la douleur, la force du mal, la menace angoissante de la misère mortelle. C'est le parler d'Henriette Valet.

Madame 60 bis déterminera des partisans. Donc, faisons le point.

Œuvre qui, par sa conclusion, propose un but et mesure une tâche révolutionnaires — quelles que soient d'ailleurs les idées politiques de l'auteur, que l'ignore — ce roman appartient à la littérature prolétarienne. Condition sociale de l'écrivain, choix du sujet, langue employée, conclusion sont internes au prolétariat.

Comme le prolétariat s'ancre désespérément à une vie qu'on lui marchandé, c'est parce qu'elle s'enracine obstinément à la vie et, à une vie nette, propre, digne de la femme que *Madame 60 bis* nous montre, après en avoir subi l'amère expérience, l'une des désertions humaines qui en préparent l'anéantissement. Et, cette alarme, en imprimant au roman, un sens très net de classe, lui donne la vigueur l'audace le souffle que seule une authentique révolte peut maintenir.

Le pathétique de *Madame 60 Bis* résulte de la vie. Mais s'il exprime une misère et une déchéance humaines actuelles qui nous touchent par moment, au point que nous doutions de leur réalité, il nous montre, dans la conclusion du livre, la résolution, la volonté efficace qui peuvent aider à n'y pas succomber.

L'écrivain ne désespère pas de l'humanité. C'est une très grande force que cette confiance. Elle arme ce roman.

Charles BONHOUEX-MAUREL.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris